

CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

CBD/SBI/3/CRP.14
8 juin 2021

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE L'APPLICATION

Troisième réunion

En ligne, 16 mai – 13 juin 2021

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET PLAN D'ACTION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU PROTOCOLE DE CARTAGENA

Projet de recommandation propose par le président

L'Organe subsidiaire chargé de l'application,

1. Prenant note des points de vue divergents sur la nécessité d'adopter le Plan de mise en œuvre et le plan d'action pour le renforcement des capacités du Protocole de Cartagena;

2. Recommande que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, à sa dixième réunion, adopte une décision qui ressemble à ce qui suit :

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques,

Reconnaissant l'utilité du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020¹ pour appuyer la mise en œuvre nationale, et du Cadre et plan d'action pour le renforcement des capacités pour la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena²;

Rappelant la décision CP-9/7, dans laquelle elle a décidé d'élaborer un plan de mise en œuvre du Protocole de Cartagena basé sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et complémentaire de celui-ci,

Rappelant également la décision CP-9/3, dans laquelle elle a reconnu la nécessité d'élaborer un plan d'action spécifique pour le renforcement des capacités en vue de l'application du Protocole de Cartagena et de son Protocole additionnel, compatible avec le plan de mise en œuvre et complémentaire du cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités afin de soutenir l'application du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020,

Accueillant favorablement la contribution du Groupe de liaison sur le Protocole de Cartagena à l'élaboration du plan de mise en œuvre et du plan d'action pour le renforcement des capacités, et l'examen par l'Organe subsidiaire chargé de l'application à sa troisième réunion,

Reconnaissant la pertinence du Protocole, de son plan de mise en œuvre et du plan d'action pour le renforcement des capacités [en tant que plans indépendants mais interreliés] pour la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique,

Reconnaissant la nécessité d'établir régulièrement la priorité de planifier et d'entreprendre le programme de travail pendant la période du plan de mise en œuvre et du plan d'action pour le renforcement des capacités,

1. [Adopte le plan de mise en œuvre joint à l'annexe I à la présente décision;]

* CBD/SBI/3/1.

¹ Décision BS/V/16

² Annexe I à la décision BS/VI/3

2. [Adopte le plan d'action pour le renforcement des capacités joint à l'annexe II à la présente décision;]
3. [Accueille le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 adopté à la décision 15/-- et le cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités adopté à la décision 15/-;-]
4. [Reconnaît le caractère complémentaire du plan de mise en œuvre pour le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et que le plan de mise en œuvre peut contribuer à la réalisation de l'objectif de prévention des risques biotechnologiques établi dans le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, surtout pour les Parties à la Convention qui sont également Parties au Protocole de Cartagena;]
5. [Reconnaît le caractère complémentaire du plan d'action pour le renforcement des capacités pour le cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités;]
6. Exhorte les Parties et invite les autres gouvernements à passer en revue et mettre en cohérence, le cas échéant, leurs plans d'action et programmes nationaux relatifs à la mise en œuvre du Protocole, y compris leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, avec le plan de mise en œuvre [et le plan d'action pour le renforcement des capacités];
7. Exhorte également les Parties et invite les autres gouvernements et les donateurs à allouer les ressources adéquates nécessaires pour accélérer l'application du plan de mise en œuvre [et du plan d'action pour le renforcement des capacités],[et à fournir de nouvelles ressources financières afin de permettre aux pays en développement de mettre les plans en œuvre conformément à l'article 20 de la Convention et l'article 28 du Protocole], et reconnaît le rôle précis du [que joue le] Fonds pour l'environnement mondial [en appui au renforcement des capacités pour mettre en œuvre le][pour faire fonctionner le mécanisme de financement du] Protocole;
8. [Exhorte en outre les Parties à mobiliser des ressources de toutes les sources, notamment par le biais de la coopération internationale et du secteur privé, conformément à l'article 20 de la Convention et l'article 28 du Protocole;]
9. Décide que les données de référence pour le plan de mise en œuvre [et le plan d'action pour le renforcement des capacités] [comprendra][comprendront] des informations recueillies au cours du quatrième cycle de rapport;³
10. Décide d'effectuer une évaluation de mi-parcours du plan de mise en œuvre [et du plan d'action pour le renforcement des capacités] de concert avec le cinquième exercice d'évaluation et examen du Protocole;
11. Prie la Secrétaire exécutive : a) d'inclure dans le modèle de rapport du cinquième rapport national sur la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques des questions permettant d'obtenir des informations sur les indicateurs du plan de mise en œuvre [et du plan d'action pour le renforcement des capacités], b) d'analyser et de résumer ces informations afin de faciliter l'évaluation de mi-parcours de concert avec le cinquième exercice d'évaluation et examen du Protocole de Cartagena, et de mettre ces informations à la disposition du Groupe de liaison et, selon qu'il convient, du Comité de conformité;
12. Prie le Groupe de liaison sur le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Comité de conformité, selon qu'il convient, de collaborer de manière complémentaire et sans chevauchement afin de contribuer à l'évaluation à mi-parcours du Plan de mise en œuvre [et du plan d'action pour le renforcement des capacités] et de transmettre leurs conclusions pour examen par l'Organe subsidiaire chargé de l'application;

³ SBI/3/3/Add.1.

13. *Prie l'Organe subsidiaire chargé de l'application, à sa [5]^e réunion, d'examiner les informations et les conclusions reçues du Groupe de liaison et du Comité de conformité et de communiquer ses conclusions et ses recommandations à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena à sa [X]^e réunion, afin de faciliter l'examen de mi-parcours du plan de mise en œuvre [et du plan d'action pour le renforcement des capacités].*

*Annexe I***PLAN DE MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE CARTAGENA (2021-2030)****I. OBJECTIF DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE**

1. Le Plan de mise en œuvre a été élaboré pour constituer le cadre des grands résultats et réalisations souhaitables pour aider les Parties à mettre en œuvre le Protocole et mesurer les progrès à cet égard pour la période 2021-2030.
2. Le plan de mise en œuvre a pour complément le plan d'action pour le renforcement des capacités dans le but de faciliter le développement et le renforcement des capacités des Parties à appliquer le Protocole en facilitant la participation des partenaires, y compris des donateurs, et en encourageant la coopération et la coordination régionales et internationales. Le plan d'action pour le renforcement des capacités couvre la même période que le plan de mise en œuvre, de 2021 à 2030.
3. Le plan de mise en œuvre s'adresse principalement aux Parties. Néanmoins, il est reconnu que les non-Parties et les parties prenantes de différents secteurs, les organisations, les peuples autochtones et communautés locales ainsi que les donateurs peuvent soutenir la mise en œuvre du Protocole.

II. LIEN AVEC LE CADRE MONDIAL DE LA BIODIVERSITE POUR L'APRES-2020, ET LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'HORIZON 2030

4. Le plan de mise en œuvre est basé sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et est complémentaire à celui-ci, car ses buts, objectifs et résultats contribuent à la réalisation de la vision 2050 du cadre « D'ici à 2050, la diversité biologique est valorisée, conservée, restaurée et utilisée avec sagesse, en assurant le maintien des services fournis par les écosystèmes, en maintenant la planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels à tous les peuples » et de sa mission « Prendre d'urgence des mesures dans l'ensemble de la société pour mettre la biodiversité sur la voie du rétablissement, au profit de la planète et des populations ». Le plan de mise en œuvre est destiné à faciliter la mise en œuvre du Protocole de Cartagena et s'adresse aux Parties au Protocole de Cartagena. Le plan de mise en œuvre peut également aider et guider les Parties à atteindre des buts et des cibles en matière de prévention des risques biotechnologiques dans le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 [plus particulièrement l'objectif de prévention des risques biotechnologiques du cadre mondial de la biodiversité].
5. Le plan de mise en œuvre peut également aider les Parties à atteindre les Objectifs de développement durable, notamment l'Objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et l'Objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge).

III. STRUCTURE DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE

6. L'appendice propose un tableau récapitulatif des buts, objectifs, indicateurs et résultats du plan de mise en œuvre.
7. Le plan de mise en œuvre comprend des buts, représentant les grandes réalisations souhaitables des Parties. Ces buts sont organisés selon des « domaines de mise en œuvre » et un « environnement favorable ». Les « domaines de mise en œuvre » sont constitués de buts concernant des éléments clés pour la mise en œuvre du Protocole. L'« environnement favorable » comprend des buts transversaux liés à l'appui à la mise en œuvre, c.-à-d. le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources, la coopération ainsi que la sensibilisation, l'éducation et la participation du public. Les buts de « l'environnement favorable » représentent des réalisations transversales qui bénéficient à divers buts liés à la mise en œuvre et peuvent être lus conjointement avec les buts liés aux « domaines de mise en œuvre ». À chaque but correspondent des objectifs, des résultats et des indicateurs.

8. Les objectifs décrivent les principales réalisations nécessaires pour atteindre le but auquel ils se rapportent. Ils ne visent pas à fournir une liste exhaustive des réalisations pouvant être pertinentes pour atteindre le but. Ils suivent les dispositions du Protocole, y compris les obligations et autres dispositions, ainsi que les orientations fournies par les décisions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. La plupart des buts comprennent plusieurs objectifs.

9. Les indicateurs sont conçus pour mesurer les progrès vers les objectifs. Les indicateurs se veulent simples, mesurables et pertinents par rapport à l'objectif associé.

10. Les résultats décrivent quel sera l'effet de l'atteinte du but.

11. Le Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation a été adopté par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole en 2010 (décision BS-V/11). Le Plan stratégique du Protocole, également adopté en 2010, comprenait des éléments sur la responsabilité et la réparation et sur le Protocole additionnel. Le Protocole additionnel est entré en vigueur le 5 mars 2018.

12. Une composante sur le Protocole additionnel a été incluse dans l'appendice ci-dessous. L'inclusion de cette composante vise à soutenir la mise en œuvre du Protocole de Cartagena et à contribuer à la mise en œuvre effective du Protocole additionnel, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'instruments juridiques distincts et que les obligations découlant de ces instruments ne lient les Parties qu'à l'instrument considéré.

IV. ÉVALUATION ET EXAMEN

13. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena entreprendra une évaluation à mi-parcours et pourra décider d'entreprendre une évaluation finale du plan de mise en œuvre. Ces évaluations pourront s'appuyer sur des informations fournies par les Parties dans leurs rapports nationaux et des informations du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, entre autres. Ces informations pourront être utilisées pour évaluer dans quelle mesure les objectifs du plan de mise en œuvre sont atteints.

14. Les résultats du quatrième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole de Cartagena et l'évaluation finale du Plan stratégique du Protocole de Cartagena seront utilisés pour établir une base de référence permettant de mesurer les progrès accomplis dans l'atteinte des buts du plan de mise en œuvre.

V. PRIORITES ET PROGRAMMATION

15. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena peut périodiquement fixer des priorités pour la planification et la programmation des travaux à entreprendre dans le délai prévu par le plan de mise en œuvre. Cela pourrait inclure l'identification d'étapes conduisant à l'atteinte des buts du plan de mise en œuvre.

16. En décidant des priorités et de la programmation, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena souhaitera peut-être prendre en considération les évolutions et les progrès dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques et de la biotechnologie. À cet égard, le plan de mise en œuvre a adopté une approche selon laquelle les organismes développés grâce aux nouvelles technologies constituant des « organismes vivants modifiés » tels que définis dans le Protocole sont traités dans le plan.

VI. RESSOURCES

17. La réussite de la mise en œuvre du Protocole dépend dans une large mesure de l'accès à des ressources humaines, techniques et financières adéquates et à une coopération efficace[, conformément aux articles 22 et 28 du Protocole]. Le plan de mise en œuvre vise à soutenir les Parties à cet égard, en particulier dans le cadre des buts liés à la création d'un environnement favorable.

VII. ROLE DU SECRETARIAT

18. Le plan de mise en œuvre s'adressant principalement aux Parties, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique soutiendra les Parties dans leurs efforts de mise en œuvre le Protocole, conformément aux orientations de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et conformément à l'article 31 du Protocole de Cartagena et à l'article 24 de la Convention sur la diversité biologique. Ce soutien comprend la gestion et le maintien du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ainsi que la réalisation d'activités, incluant des activités de renforcement des capacités, comme demandé par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

Appendice

Plan de mise en œuvre			
Buts (Réalisations souhaitables)	Buts (À réaliser pour atteindre l'objectif)	Buts (Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)	Buts (Conséquences de la réalisation de l'objectif)
A. Areas for implementation			
A.1. Les Parties ont mis en place des cadres nationaux fonctionnels de prévention des risques biotechnologiques.	<p>A.1.1. Les Parties ont adopté et mis en œuvre des mesures juridiques, administratives et d'autres mesures pour s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole;</p> <p>A.1.2. Les Parties ont désigné des autorités nationales compétentes et des correspondants nationaux pour le Protocole ainsi qu'un point de contact pour les mesures d'urgence (article 17);</p> <p>A.1.3. Les autorités nationales compétentes disposent d'un personnel correctement formé pour mener à bien leurs tâches.</p>	<p>a) Pourcentage de Parties ayant mis en place des mesures pour mettre en œuvre les dispositions du Protocole;</p> <p>b) Pourcentage de Parties ayant désigné un point focal national, des autorités nationales compétentes pour le Protocole ainsi qu'un point de contact pour les mesures d'urgence (article 17), et en ont informé le Secrétariat;</p> <p>c) Pourcentage de Parties ayant du personnel qualifié pour rendre opérationnels leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques.</p>	Des cadres nationaux fonctionnels de prévention des risques biotechnologiques permettent aux autorités compétentes, aux correspondants nationaux et aux points de contact de l'article 17 de toutes les Parties de s'acquitter effectivement et efficacement de leurs obligations au titre du Protocole.
A.2. Les Parties ont amélioré la disponibilité et l'échange d'informations pertinentes par l'intermédiaire du CEPRB.	<p>A.2.1. Les Parties fournissent des informations obligatoires exactes et complètes au CEPRB conformément à leurs obligations au titre du Protocole;</p> <p>A.2.2. Les Parties publient tous types d'informations non obligatoires relatives à la prévention des risques biotechnologiques par l'intermédiaire du CEPRB.</p>	<p>a) Pourcentage de Parties mettant les informations obligatoires à la disposition du CEPRB;</p> <p>b) Pourcentage de Parties publiant des informations non obligatoires relatives à la prévention des risques biotechnologiques par l'intermédiaire du CEPRB;</p> <p>c) Nombre d'utilisateurs actifs et de visites du CEPRB.</p> <p>d) Pourcentage de décisions au CEPRB auquel sont associés des rapports d'évaluation des risques</p>	Le CEPRB facilite la disponibilité et l'échange d'informations liées à la prévention des risques biotechnologiques et permet aux Parties de prendre des décisions éclairées.
A.3. Des informations complètes sur la mise en œuvre du Protocole sont mises à disposition par	A.3.1. Les Parties soumettent des rapports nationaux complets dans le délai imparti.	<p>a) Pourcentage de Parties ayant soumis un rapport national complet dans le délai imparti;</p> <p>b) Pourcentage de Parties éligibles ayant accédé au financement du FEM pour la préparation de leur rapport national en temps opportun.</p>	Des informations précises et en temps opportun sur la mise en œuvre du Protocole permettent à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de fixer des priorités

Plan de mise en œuvre

Buts <i>(Réalisations souhaitables)</i>	Buts <i>(À réaliser pour atteindre l'objectif)</i>	Buts <i>(Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)</i>	Buts <i>(Conséquences de la réalisation de l'objectif)</i>
les Parties en temps opportun.			et d'identifier les domaines dans lesquels un soutien est nécessaire.
A.4. Les Parties se conforment aux exigences du Protocole.	A.4.1. Les Parties respectent leurs obligations au titre du Protocole; A.4.2. Les Parties résolvent les problèmes de non-respect identifiés par le Comité chargé du contrôle du respect des obligations au titre du Protocole.	a) Pourcentage de Parties respectant leurs obligations au titre du Protocole; (b) Pourcentage de Parties ayant résolu les problèmes de non-respect identifiés par le Comité chargé du contrôle du respect des obligations au titre du Protocole.	Un mécanisme de respect efficace facilite la mise en œuvre du Protocole.
A.5. Les Parties procèdent à des évaluations scientifiquement fondées des risques relatifs aux OVM, et gèrent et contrôlent les risques identifiés pour prévenir les effets néfastes des OVM sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte des risques pour la santé humaine.	A.5.1. Les Parties appliquent des procédures scientifiquement fondées et appropriées pour l'évaluation des risques et la gestion des risques relatifs aux OVM, conformément à l'Annexe III du Protocole; A.5.2. Les Parties élaborent (si nécessaire), ont accès et utilisent du matériel ressource approprié pour réaliser une évaluation et une gestion des risques scientifiquement fondées [en tenant compte des connaissances traditionnelles];	a) Pourcentage de Parties entreprenant une évaluation des risques pour la prise de décisions sur les OVM, lorsque le Protocole l'exige [y compris ceux [OVM] élaborés grâce à la biologie de synthèse et par forçage génétique]; b) Pourcentage de Parties ayant accès à du matériel ressource sur l'évaluation et la gestion des risques, et les utilisant; c) Pourcentage de Parties réalisant des évaluations des risques s'appuyant sur d'autres preuves scientifiques disponibles, mentionnées à l'article 15 [et les connaissances traditionnelles pertinentes des peuples autochtones et des communautés locales, en autant que ce soit de manière scientifiquement fondée et transparente]; d) Pourcentage des Parties ayant des mesures en place pour identifier les OVM ou des caractéristiques particulières qui pourraient avoir des effets nuisibles pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et adoptent des mesures pour atténuer les risques;	Les Parties identifient, évaluent, gèrent et contrôlent de manière appropriée les risques que représentent les OVM pour la biodiversité, en tenant également compte des risques pour la santé humaine.
A.6. Les Parties préviennent et	A.6.1. Les Parties ont adopté des mesures appropriées	a) Pourcentage de Parties ayant mis en place des mesures pour prévenir	Les mouvements transfrontières illégaux et non

Plan de mise en œuvre

Buts <i>(Réalisations souhaitables)</i>	Buts <i>(À réaliser pour atteindre l'objectif)</i>	Buts <i>(Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)</i>	Buts <i>(Conséquences de la réalisation de l'objectif)</i>
réduisent les mouvements transfrontières illégaux et non intentionnels d'OVM.	pour prévenir et réduire les mouvements transfrontières illégaux et non intentionnels d'OVM.	et réduire les mouvements transfrontières illégaux et non intentionnels d'OVM.	intentionnels d'OVM sont empêchés ou réduits au minimum.
A.7. Les Parties ont mis en place des mesures pour satisfaire aux exigences de manipulation, de transport, d'emballage et d'identification des OVM au titre de l'article 18 du Protocole.	<p>A.7.1. Les Parties ont adopté les mesures nécessaires pour exiger que les OVM faisant l'objet de mouvements transfrontières soient manipulés, emballés et transportés dans des conditions de sécurité, en tenant compte des règles et normes internationales pertinentes, selon qu'il convient;</p> <p>A.7.2. Les Parties ont mis en place des mesures pour satisfaire aux exigences en matière de documentation pour : les OVM destinés à être utilisés directement comme denrées alimentaires ou aliments pour animaux, ou à être transformés; les OVM destinés à une utilisation confinée; les OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement et les autres OVM.</p>	<p>a) Pourcentage de Parties ayant pris les mesures nécessaires pour exiger que les OVM faisant l'objet de mouvements transfrontières soient manipulés, emballés et transportés dans des conditions de sécurité, en tenant compte des règles et normes internationales pertinentes, selon qu'il convient;</p> <p>b) Pourcentage de Parties ayant mis en place des exigences en matière de documentation pour les OVM destinés à être utilisés directement comme denrées alimentaires ou aliments pour animaux, ou à être transformés;</p> <p>c) Pourcentage de Parties ayant mis en place des exigences en matière de documentation pour les OVM destinés à une utilisation confinée;</p> <p>d) Pourcentage de Parties ayant mis en place des exigences en matière de documentation pour les OVM destinés à une introduction intentionnelle dans l'environnement et les autres OVM.</p>	Grâce à une manipulation, un transport, un emballage et une identification appropriés des OVM, les Parties sont en mesure de gérer en toute sécurité les mouvements transfrontières intentionnels d'OVM.
A.8. Les Parties sont en mesure de détecter et d'identifier les OVM.	<p>A.8.1. Les Parties ont accès à l'infrastructure technique et à l'expertise nécessaires à la détection et l'identification des OVM;</p> <p>A.8.2. Les Parties ont accès et utilisent du matériel ressource approprié pour la détection et l'identification des OVM;</p> <p>A.8.3. Les Parties ont accès aux informations nécessaires</p>	<p>a) Pourcentage d'OVM sur le CEPRB pour lesquels des méthodes de détection sont disponibles;</p> <p>b) Pourcentage de Parties ayant accès et utilisant du matériel ressource et des méthodes de détection pour détecter et identifier les OVM;</p> <p>c) Pourcentage de Parties ayant accès et utilisant des matériels de référence certifiés nécessaires pour détecter et identifier les OVM;</p>	En détectant les OVM et en les identifiant, les Parties sont en mesure de faire face aux mouvements transfrontières non intentionnels et illégaux et de mettre en œuvre les exigences de manipulation, de transport, d'emballage et d'identification conformément au Protocole.

Plan de mise en œuvre

Buts <i>(Réalisations souhaitables)</i>	Buts <i>(À réaliser pour atteindre l'objectif)</i>	Buts <i>(Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)</i>	Buts <i>(Conséquences de la réalisation de l'objectif)</i>
	et les utilisent pour détecter et identifier les OVM, y compris à des méthodes de détection et des matériels de référence certifiés.	d) Pourcentage de Parties ayant accès à l'infrastructure technique nécessaire pour détecter et identifier les OVM.	
A.9. Les Parties qui choisissent de le faire tiennent compte des considérations socio-économiques lorsqu'elles prennent des décisions sur l'importation d'OVM et coopèrent en matière de recherche et d'échange d'informations conformément à l'article 26 du Protocole.	A.9.1. Les Parties qui choisissent de le faire tiennent compte des considérations socio-économiques dans la prise de décisions conformément à l'article 26; A.9.2. Les Parties qui choisissent de tenir compte des considérations socio-économiques conformément à l'article 26 ont accès à du matériel ressource et sont en mesure de l'utiliser; A.9.3. Les Parties coopèrent à la recherche et à l'échange d'informations sur [tout][l'] impact socio-économique des OVM, [la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique], en particulier [en ce qui concerne la valeur de la biodiversité] pour les peuples autochtones et les communautés locales.	a) Pourcentage de Parties tenant compte des considérations socio-économiques dans la prise de décisions conformément à l'article 26 du Protocole; [b) Pourcentage des Parties qui utilisent [l'orientation technique et autres ressources] [l'orientation] [les ressources] pour prendre en considération les facteurs socioéconomiques; c) Pourcentage des Parties coopérant à la recherche et à l'échange d'informations sur [tout] [l'] impact socio-économique des OVM, [pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité] en particulier [en ce qui concerne la valeur de la biodiversité] pour les peuples autochtones et les communautés locales.	[La prise en compte des considérations socio-économiques conformément à l'article 26 permet aux Parties qui choisissent de le faire d'examiner une série de questions lors de la prise de décisions sur les importations d'OVM] [Les Parties qui choisissent de le faire tiennent compte des facteurs socioéconomiques, conformément à l'article 26, en ce qui concerne les décisions sur l'importation des OVM].
A.10. Les Parties au Protocole de Cartagena deviennent Parties au Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation, et ont mis en place des mesures	A.10.1. Augmentation du nombre de Parties au Protocole additionnel; A.10.2. Les Parties au Protocole additionnel ont adopté et mis en œuvre des mesures appropriées pour donner effet aux dispositions du Protocole additionnel; A.10.3 Les Parties au Protocole additionnel font rapport sur la mise en œuvre du Protocole additionnel.	a) Pourcentage de Parties au Protocole de Cartagena qui sont devenues Parties au Protocole additionnel; b) Pourcentage de Parties au Protocole additionnel ayant mis en place les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du Protocole additionnel; c) Pourcentage de Parties au Protocole additionnel faisant rapport sur la mise en œuvre du Protocole additionnel.	L'augmentation du nombre de ratifications du Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation fait progresser l'élaboration de règles et procédures nationales sur la responsabilité et la réparation pour les dommages résultant d'OVM provenant d'un mouvement transfrontière.

Plan de mise en œuvre

Buts <i>(Réalisations souhaitables)</i>	Buts <i>(À réaliser pour atteindre l'objectif)</i>	Buts <i>(Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)</i>	Buts <i>(Conséquences de la réalisation de l'objectif)</i>
pour s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole additionnel.			
B. Environnement favorable			
B.1. Les Parties s'engagent dans des activités de renforcement des capacités.	B.1.1. Les Parties ont identifié et hiérarchisé leurs besoins en matière de renforcement des capacités; B.1.2. Les Parties entreprennent des activités de renforcement des capacités, comme indiqué dans le Plan d'action pour le renforcement des capacités; B.1.3. Les Parties utilisent des matériels de renforcement des capacités, y compris des ressources en ligne; B.1.4. Les Parties coopèrent pour renforcer les capacités de mise en œuvre du Protocole.	a) Pourcentage de Parties ayant identifié et hiérarchisé leurs besoins en matière de renforcement des capacités; b) Pourcentage de Parties entreprenant des activités de renforcement des capacités; c) Pourcentage de Parties ayant des besoins de renforcement des capacités qui utilisent des matériels de renforcement des capacités, y compris des ressources en ligne; d) Pourcentage de Parties qui coopèrent pour renforcer les capacités de mise en œuvre du Protocole.	Les Parties ont les capacités nécessaires à la mise en œuvre du Protocole.
B.2. Les Parties ont mobilisé des ressources adéquates [de toutes les sources] pour soutenir la mise en œuvre du Protocole [conformément à l'article 28 du Protocole].	B.2.1. Des ressources adéquates sont allouées à la prévention des risques biotechnologiques par l'intermédiaire des budgets nationaux; B.2.2. Les Parties allouent aux activités de prévention des risques biotechnologiques une part des ressources allouées à la biodiversité au niveau national à travers le Système transparent d'allocation des ressources (STAR);	a) Pourcentage de Parties disposant dans les budgets nationaux de ressources suffisantes pour la prévention des risques biotechnologiques; b) Pourcentage de Parties éligibles qui utilisent les allocations nationales STAR pour les activités de prévention des risques biotechnologiques; c) Pourcentage de Parties ayant accédé à des ressources supplémentaires;	La pleine mise en œuvre du Protocole est rendue possible par des ressources adéquates.
B.3. Les Parties promeuvent et	B.3.1. Les Parties ont développé des mécanismes	a) Pourcentage de Parties accédant à des matériels ressources pour	Grâce à la sensibilisation, à l'éducation et à la participation

Plan de mise en œuvre

Buts <i>(Réalisations souhaitables)</i>	Buts <i>(À réaliser pour atteindre l'objectif)</i>	Buts <i>(Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)</i>	Buts <i>(Conséquences de la réalisation de l'objectif)</i>
facilitent la sensibilisation, l'éducation et la participation du public sur le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des OVM, conformément à l'article 23 du Protocole.	<p>pour promouvoir et faciliter la sensibilisation, l'éducation et la participation du public à la prévention des risques biotechnologiques;</p> <p>B.3.2. Les Parties ont accès à du matériel ressource pour promouvoir et faciliter la sensibilisation du public, l'éducation et la participation à la prévention des risques biotechnologiques;</p> <p>B.3.3. Les Parties consultent le public pour prendre des décisions sur les OVM, conformément à leurs lois et réglementations respectives, et mettent les résultats des décisions à la disposition du public;</p> <p>B.3.4. Les Parties informent le public sur les moyens d'accès au CEPRB.</p>	<p>faciliter et promouvoir la sensibilisation, l'éducation et la participation du public à la prévention des risques biotechnologiques;</p> <p>b) Pourcentage de Parties intégrant la prévention des risques biotechnologiques dans les programmes d'éducation et de formation pertinents;</p> <p>c) Pourcentage de Parties ayant mis en place un mécanisme facilitant et encourageant la participation du public à la prise de décisions concernant les OVM [conformément à leurs lois et réglementations respectives];</p> <p>d) Pourcentage de Parties informant le public des moyens de participer à la prise de décisions [conformément à leurs lois et réglementations respectives];</p> <p>e) Pourcentage de Parties ayant consulté le public au cours du processus décisionnel [conformément à leurs lois et réglementations respectives];</p> <p>f) Pourcentage de Parties rendant les résultats des décisions accessibles au public;</p> <p>g) Pourcentage de Parties ayant informé le public des moyens d'accès au CEPRB.</p>	<p>du public, les Parties veillent à ce que le public soit correctement informé du transfert, de la manipulation et de l'utilisation en toute sécurité des OVM et participe à la prise de décisions sur le transfert, la manipulation et l'utilisation en toute sécurité des OVM.</p>
B.4. Les Parties renforcent la coopération et la coordination sur les questions de prévention des risques biotechnologiques aux niveaux national, régional et international.	<p>B.4.1. Les Parties coopèrent pour soutenir la mise en œuvre du Protocole, y compris par l'échange de connaissances scientifiques, techniques et institutionnelles;</p> <p>B.4.2. Les Parties ont mis en place des mécanismes efficaces pour faire participer les peuples autochtones et les</p>	<p>a) Pourcentage de Parties coopérant pour échanger des connaissances scientifiques, techniques et institutionnelles;</p> <p>b) Pourcentage de Parties engagées dans des activités bilatérales, régionales ou multilatérales pour la mise en œuvre du Protocole;</p> <p>c) Pourcentage de Parties disposant de mécanismes pour associer les peuples autochtones et les communautés locales ainsi que les</p>	<p>Grâce à la coopération aux niveaux national, régional et international et à la participation des parties prenantes, la mise en œuvre du Protocole par les Parties est plus efficace.</p>

Plan de mise en œuvre

Buts <i>(Réalisations souhaitables)</i>	Buts <i>(À réaliser pour atteindre l'objectif)</i>	Buts <i>(Mesure des progrès en vue de la réalisation de l'objectif)</i>	Buts <i>(Conséquences de la réalisation de l'objectif)</i>
	communautés locales ainsi que les parties prenantes concernées de différents secteurs à la mise en œuvre du Protocole; B.4.3. Les Parties facilitent la coordination et la coopération sectorielles et intersectorielles au niveau national pour intégrer la prévention des risques biotechnologiques.	parties prenantes concernées de différents secteurs à la mise en œuvre du Protocole; d) Pourcentage de Parties ayant intégré la prévention des risques biotechnologiques dans les stratégies, plans d'action, programmes, politiques ou législations sectoriels et intersectoriels nationaux.	

Annexe II

PLAN D'ACTION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES (2021-2030)

I. OBJECTIF DU PLAN D'ACTION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES

1. Le plan d'action pour le renforcement des capacités a pour objectif de faciliter le développement et le renforcement des capacités des Parties à appliquer le Protocole en : a) identifiant les domaines clés de renforcement des capacités liés aux différents buts du Plan de mise en œuvre; b) facilitant la participation des partenaires, y compris des donateurs; c) favorisant une approche cohérente et coordonnée du renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole; et d) encourageant la coopération et la coordination régionales et internationales. Le plan d'action pour le renforcement des capacités couvre la même période que le plan de mise en œuvre, de 2021 à 2030.

2. Les Parties, les non-Parties et les parties prenantes de différents secteurs, les organisations, les peuples autochtones et communautés locales ainsi que les donateurs peuvent soutenir la mise des activités de renforcement des capacités, y compris celles décrites dans le Plan d'action pour le renforcement des capacités.

II. LIEN AVEC LE CADRE MONDIAL DE LA BIODIVERSITE POUR L'APRES-2020, LE CADRE STRATEGIQUE A LONG TERME POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA CONVENTION ET DE SES PROTOCOLES ET LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'HORIZON 2030

3. Le plan d'action pour le renforcement des capacités a été élaboré en cohérence avec le plan de mise en œuvre du Protocole de Cartagena, comme demandé à la décision CP-9/3, en donnant des exemples d'activités de renforcement des capacités pour chaque but du plan de mise en œuvre. Le plan d'action est complémentaire au plan de mise en œuvre, car les activités de renforcement des capacités peuvent soutenir l'atteinte des buts et des résultats du plan de mise en œuvre. De plus, afin d'assurer la cohérence et d'éviter d'éventuelles redondances, le but B.1. du plan de mise en œuvre traite du renforcement des capacités en général et renvoie aux activités spécifiques de renforcement des capacités décrites dans le plan d'action pour le renforcement des capacités.

4. Le plan d'action pour le renforcement des capacités est complémentaire au cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités. Les principes généraux, les approches et les stratégies pour améliorer le renforcement des capacités, élaborés dans le cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités, seront pris en considération lors de la planification des activités de renforcement des capacités basées sur le plan d'action sur le renforcement des capacités.

5. Le plan d'action pour le renforcement des capacités peut également aider les Parties à atteindre les Objectifs de développement durable, notamment l'Objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et l'Objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge).

III. STRUCTURE DU PLAN D'ACTION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES

6. L'appendice propose un tableau récapitulatif des buts, domaines clés pour le renforcement des capacités, exemples d'activités de renforcement des capacités, indicateurs, résultats et acteurs du plan d'action pour le renforcement des capacités.

7. Le plan d'action pour le renforcement des capacités est cohérent avec les objectifs du plan de mise en œuvre pour le Protocole de Cartagena. Les buts représentent les réalisations générales souhaitables de la part des Parties. Chaque but comprend des domaines clés pour le renforcement des capacités, des exemples d'activités de renforcement des capacités, des indicateurs, des résultats et les acteurs.

8. Les *domaines clés pour le renforcement des capacités* sont liés à chaque but du plan de mise en œuvre. Ces domaines clés sont cohérents avec les objectifs du plan de mise en œuvre et comprennent les domaines pour lesquels des activités de renforcement des capacités sont proposées.

9. Le plan d'action propose une liste *d'exemples de renforcement des capacités*, qui a été élaborée en tenant compte des activités de renforcement des capacités toujours pertinentes incluses, entre autres, dans le Cadre et le Plan d'action pour le renforcement des capacités en vue de l'application effective du Protocole de Cartagena (2012-2020), ainsi que dans le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public. Les activités de renforcement des capacités visent à soutenir l'application réussie du Protocole de Cartagena. Les activités peuvent contribuer à un ou plusieurs résultats.

10. Les domaines clés et les activités de renforcement des capacités décrits dans le plan d'action pour le renforcement des capacités ne sont pas censés être normatifs ou exhaustifs. Les domaines clés sont présentés à titre indicatif comme des domaines dans lesquels des capacités peuvent être nécessaires et sur lesquels les interventions de renforcement des capacités peuvent se concentrer, en fonction des circonstances et des besoins nationaux. Les activités de renforcement des capacités sont des exemples, et non une liste exhaustive, car chacun des pays doit adapter les activités à sa réalité et à ses besoins. Il est reconnu que les circonstances et les besoins nationaux et régionaux devraient finalement déterminer la conception et la réalisation des activités de renforcement des capacités, en tenant également compte des orientations stratégiques fournies dans le cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités, le cas échéant.

11. [Le plan d'action fournit également une série d'indicateurs visant à mesurer le succès des activités et/ou des contributions des activités aux résultats. Ils se veulent simples, mesurables et pertinents au résultat. Chaque indicateur fait référence à une activité et/ou un résultat.]

12. [Le plan d'action identifie les acteurs, qui représentent une liste indicative et non exhaustive des acteurs participant aux activités (y compris le financement) ainsi que les groupes/publics cibles en tant que destinataires des activités.]

13. Les informations sur les activités de renforcement des capacités entreprises ou les ressources ou matériels de renforcement des capacités élaborés dans le cadre du plan d'action pour le renforcement des capacités devraient être partagées à travers le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Intervenants en renforcement des capacités et publics cibles

14. Les activités de renforcement des capacités peuvent être menées à différents niveaux, notamment aux niveaux national, régional et mondial.

15. Divers acteurs peuvent être associés pour faciliter l'exécution des activités de renforcement des capacités, notamment les gouvernements, les organismes de recherche, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et le Secrétariat. L'identification des acteurs à cet égard dépend largement des circonstances, des besoins et des priorités à l'échelle nationale.

16. De même, un éventail de publics cibles pourrait bénéficier d'activités spécifiques de renforcement des capacités, en fonction des circonstances, des besoins et des priorités à l'échelle nationale. Ces publics pourraient inclure, entre autres, des décideurs, des autorités administratives, des techniciens de laboratoire et des douaniers.

17. Les acteurs et les publics cibles doivent être identifiés lors de la conception d'interventions de renforcement des capacités dans les différents domaines ou sur la base des exemples d'activités décrites dans le plan d'action pour le renforcement des capacités. Comme indiqué dans les buts de la partie « Environnement favorable » du plan de mise en œuvre et du plan d'action pour le renforcement des capacités, la coopération et la collaboration ainsi que la fourniture de ressources adéquates sont des conditions préalables pour entreprendre des activités de renforcement des capacités permettant de soutenir la mise en œuvre du Protocole.

18. Le Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation a été adopté par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole en 2010 (décision BS-V/11). Le Plan stratégique du Protocole, également adopté en 2010, comprenait des éléments sur la responsabilité et la réparation et sur le Protocole additionnel. Le Protocole additionnel est entré en vigueur le 5 mars 2018.

19. Une composante sur le Protocole additionnel a été incluse dans l'appendice ci-dessous. L'inclusion de cette composante vise à soutenir la mise en œuvre du Protocole de Cartagena et à contribuer au renforcement des capacités pour la mise en œuvre effective du Protocole additionnel, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'instruments juridiques distincts et que les obligations découlant de ces instruments ne lient les Parties qu'à l'instrument considéré.

IV. ÉVALUATION ET EXAMEN

20. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena entreprendra une évaluation à mi-parcours et pourra décider d'entreprendre une évaluation finale du plan de mise en œuvre et du plan d'action pour le renforcement des capacités. Ces évaluations pourront s'appuyer sur des informations fournies par les Parties dans leurs rapports nationaux, des informations sur les activités de renforcement des capacités et des informations du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, entre autres. Ces informations pourront être utilisées pour évaluer dans quelle mesure les objectifs du plan de mise en œuvre sont atteints, y compris à travers les activités de renforcement des capacités.

21. Les résultats du quatrième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole de Cartagena et l'évaluation finale du Plan stratégique du Protocole de Cartagena seront utilisés pour établir une base de référence permettant de mesurer les progrès accomplis dans l'atteinte des buts du plan de mise en œuvre et du plan d'action pour le renforcement des capacités.

V. PRIORITES ET PROGRAMMATION

22. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena peut périodiquement fixer des priorités pour la planification et la programmation des travaux à entreprendre dans le délai prévu par le plan d'action pour le renforcement des capacités. Cela pourrait mener à la nécessité d'apporter des modifications au plan d'action pour le renforcement des capacités.

23. En décidant des priorités et de la programmation, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena souhaitera peut-être prendre en considération les évolutions et les progrès dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques et de la biotechnologie. À cet égard, le plan d'action pour le renforcement des capacités a adopté une approche selon laquelle les organismes développés grâce aux nouvelles technologies constituant des « organismes vivants modifiés » tels que définis dans le Protocole sont traités dans le plan.

VI. RESSOURCES

24. La réussite de la mise en œuvre du Protocole dépend dans une large mesure de l'accès à des ressources humaines, techniques et financières adéquates et à une coopération efficace [conformément aux articles 22 e 28 du Protocole]. Le plan d'action pour le renforcement des capacités vise à soutenir les Parties à cet égard, en particulier dans le cadre des buts liés à la création d'un environnement favorable.

VII. ROLE DU SECRETARIAT

25. Le plan d'action pour le renforcement des capacités s'adressant principalement aux Parties, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique soutiendra les Parties et autres parties prenantes dans leurs efforts, conformément aux orientations de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et conformément à l'article 31 du Protocole de Cartagena et à l'article 24 de la Convention sur la diversité biologique. Ce soutien comprend la gestion et le maintien du Centre

d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ainsi que la réalisation d'activités, incluant des activités de renforcement des capacités, comme demandé par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

Appendice

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
<i>(Réalisations souhaitables)</i>	<i>(Principaux domaines pouvant nécessiter des capacités)</i>	<i>(Exemples d'activités de renforcement des capacités suggérées dans les domaines clés pour le renforcement des capacités)</i>	<i>(Mesure si l'activité a eu lieu)</i>	<i>(Les conséquences d'activités réalisées avec succès)</i>	<i>[(Acteurs participant aux activités/ groupes cibles)]</i>
A. Domaines de mise en œuvre					
A.1. Les Parties ont mis en place des cadres nationaux fonctionnels de prévention des risques biotechnologiques.	1) Élaboration et mise en œuvre de mesures juridiques, administratives et d'autres mesures pour la mise en œuvre du Protocole; 2) Renforcement des capacités des autorités nationales compétentes.	i) Dispenser une formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de mesures juridiques, administratives et d'autres mesures pour la mise en œuvre du Protocole; ii) Former le personnel des autorités nationales compétentes à l'administration de leur système national de réglementation de la prévention des risques biotechnologiques.	a) Pourcentage des Parties ayant des besoins de formation en élaboration et mise en œuvre de mesures légales, administratives et autres pour mettre en œuvre le Protocole, ayant réalisé avec succès des activités de formation adéquates; b) Pourcentage des Parties ayant suffisamment de personnel formé pour administrer le système national de prévention des risques biotechnologiques.	Des cadres nationaux fonctionnels de prévention des risques biotechnologiques permettent aux autorités compétentes, aux correspondants nationaux et aux points de contact de l'article 17 de toutes les Parties de s'acquitter effectivement et efficacement de leurs obligations	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales]

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
				au titre du Protocole.	
A.2. Les Parties ont amélioré la disponibilité et l'échange d'informations pertinentes par l'intermédiaire du CEPRB.	1) Publication d'informations sur le CEPRB; 2) Accès et utilisation des informations sur le CEPRB.	i) Élaborer, mettre à jour et maintenir des outils de soutien interactifs, suite à la migration du CEPRB vers la nouvelle plateforme; ii) Fournir une formation sur l'utilisation du CEPRB.	a) Pourcentage des outils de soutien interactifs mis à jour en fonction des caractéristiques de la nouvelle plateforme du CEPRB; b) Nombre d'utilisateurs qui utilisent le matériel de formation sur l'utilisation du CEPRB; c) Pourcentage des Parties ayant des informations pertinentes et à jour sur le CEPRB.	Le CEPRB facilite la disponibilité et l'échange d'informations liées à la prévention des risques biotechnologiques et permet aux Parties de prendre des décisions éclairées.	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales et autres parties prenantes intéressées Secrétariat de la CDB]
A.3. Des informations complètes sur la mise en œuvre du Protocole sont mises à disposition par les Parties en temps opportun.	1) Établissement et renforcement des systèmes nationaux de coordination pour recueillir des informations sur la prévention des risques biotechnologiques ;	i) Dispenser une formation sur la collecte d'informations et la gestion des données adressées aux autorités nationales compétentes pour l'établissement des rapports nationaux; ii) Concevoir des outils pour aider les Parties à préparer et à soumettre leurs rapports nationaux.	a) Pourcentage des Parties qui font connaître leurs besoins de formation sur l'établissement de rapports nationaux aux autorités nationales concernées et élaborent une formation adéquate; b) Pourcentage des Parties ayant besoin d'assistance, qui utilisent les outils d'assistance, préparent et	Des informations précises et en temps opportun sur la mise en œuvre du Protocole permettent à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de fixer des priorités et	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales et autres parties prenantes intéressées Secrétariat de la CDB]

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
	2) Préparation d'un rapport national.	iii) Soutenir la coopération entre les Parties afin d'aider les Parties ayant des ressources inadéquates à préparer et à remettre leurs rapports nationaux [conformément aux articles 22 et 28 du Protocole].	remettent leurs rapports dans le respect des délais; c) Pourcentage des Parties nécessitant de l'appui qui profitent des activités de coopération pour les aider à préparer et remettre leurs rapports nationaux.	d'identifier les domaines dans lesquels un soutien est nécessaire.	
A.4. Les Parties se conforment aux exigences du Protocole.	1) Résolution des problèmes de non-respect identifiés par le Comité chargé du contrôle du respect des obligations au titre du Protocole.	[i) Fournir un appui pour que les Parties concernées mènent à bien les activités prévues dans les plans d'action pour le respect des dispositions, afin de résoudre les problèmes de non-respect identifiés.]	a) Pourcentage des pays non conformes dont l'exécution réussie du plan d'action pour la conformité a mené à leur conformité complète.	Un mécanisme de respect efficace facilite la mise en œuvre du Protocole.	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales et autres parties prenantes intéressées Comité de conformité]
A.5. Les Parties procèdent à des évaluations scientifiquement fondées des risques relatifs aux OVM, et gèrent et contrôlent les	1) Conduite et examen des évaluations des risques scientifiquement fondées; 2) Réglementation, gestion et contrôle	i) Concevoir ou mettre à jour, si nécessaire, et diffuser du matériel de formation sur l'évaluation et la gestion des risques; ii) Dispenser une formation sur la conduite et l'examen des évaluations des risques,	[a) Pourcentage des Parties ayant actualisé leur matériel de formation sur l'évaluation des risques et la gestion des risques scientifiquement fondé, selon les besoins; b) Pourcentage des Parties ayant dispensé une formation adéquate en tenue	Les Parties identifient, évaluent, gèrent et contrôlent de manière appropriée les risques que représentent les OVM pour la	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales Milieu universitaire et/ou entités de

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
risques identifiés pour prévenir les effets néfastes des OVM sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte des risques pour la santé humaine.	des risques identifiés; 3) Accès à l'infrastructure et à l'expertise technique pour l'évaluation et la gestion des risques; 4) Accès aux données scientifiques pertinentes pour l'évaluation et la gestion des risques; 5) Les Parties ont du personnel qualifié pour entreprendre une évaluation des risques et la gestion des risques au cas par cas	incluant l'utilisation de documents de référence ainsi que la collecte et l'analyse d'informations scientifiques; iii) Faciliter l'accès à une infrastructure et à une expertise adéquates pour l'évaluation et la gestion des risques; iv) Dispenser une formation sur la conduite de recherches scientifiques, l'examen et l'acquisition de données sur la biodiversité pour des zones écologiques spécifiques pertinentes pour l'évaluation et la gestion des risques; v) Créer des liens avec le milieu universitaire et/ou les entités de recherche particulières afin d'élaborer des programmes éducatifs sur l'évaluation des risques et la gestion des risques.	et examen des évaluations des risques; (b bis) Pourcentage des Parties ayant du personnel compétent en évaluation des risques et gestion des risques au cas par cas; c) Pourcentage des Parties ayant accès à une infrastructure et une expertise adéquates pour évaluer et gérer les risques; d) Pourcentage des Parties qui dispensent une formation en réalisation de recherches scientifiques, examen et acquisition de données pertinentes à l'évaluation des risques et la gestion des risques; e) Pourcentage des Parties entretenant des relations établies avec le milieu universitaire et/ou des entités de recherche particulières pour l'élaboration de programmes éducatifs particuliers sur l'évaluation des risques et la gestion des risques.]	biodiversité, en tenant également compte des risques pour la santé humaine.	recherche particulières]

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
A.6. Les Parties préviennent et réduisent les mouvements transfrontières illégaux et non intentionnels d'OVM.	<p>1) Mise en place de systèmes nationaux fonctionnels de détection, de notification et de réponses appropriées aux mouvements transfrontières non intentionnels, conformément à l'article 17 du Protocole;</p> <p>2) Mise en place de mesures nationales fonctionnelles pour prévenir et réduire les mouvements transfrontières illégaux conformément [aux lois</p>	<p>i) Dispenser une formation sur la documentation, l'échantillonnage, la détection et l'identification des OVM aux parties prenantes concernées;</p> <p>ii) Fournir une formation sur les mesures nationales pour prévenir et réduire les mouvements transfrontières illégaux, conformément à l'article 25 du Protocole.</p>	<p>[a) Nombre de cas de mouvements transfrontières non intentionnels ou illégaux découverts;</p> <p>b) Pourcentage des Parties dispensant une formation en mesures nationales fonctionnelles pour prévenir et gérer les mouvements transfrontières non intentionnels et illégaux d'OVM.]</p>	Les mouvements transfrontières illégaux et non intentionnels d'OVM sont empêchés ou réduits au minimum.	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales Représentants des douanes et frontières]

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
	nationales][à l'article 25 du Protocole].				
A.7. Les Parties ont mis en place des mesures pour satisfaire aux exigences de manipulation, de transport, d'emballage et d'identification des OVM au titre de l'article 18 du Protocole.	1) Mise en place de systèmes nationaux fonctionnels pour la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification, y compris en ce qui concerne la documentation.	i) Dispenser une formation aux autorités nationales compétentes concernées en vérification de la documentation de manipulation, transport, emballage et identification des OVM.	[a) Pourcentage des Parties ayant le personnel habilité en vérification de la documentation accompagnant les envois d'OVM; b) Pourcentage des Parties ayant accès à une formation adéquate en documentation relative à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des OVM.]	Grâce à une manipulation, un transport, un emballage et une identification appropriés des OVM, les Parties sont en mesure de gérer en toute sécurité les mouvements transfrontières intentionnels d'OVM.	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales]

<p>A.8. Les Parties sont en mesure de détecter et d'identifier les OVM.</p>	<p>1) Développement, si nécessaire, et accès aux matériels ressources, procédures et informations pour l'échantillonnage, la détection et l'identification des OVM; 2) Renforcement des capacités des fonctionnaires et du personnel de laboratoire en matière d'échantillonnage, de détection et d'identification; 3) Accès à l'infrastructure technique pour la détection et l'identification, incluant des matériels de référence certifiés; 4) Renforcement de la collaboration, notamment par l'intermédiaire de réseaux de laboratoires</p>	<p>i) Diffuser et dispenser une formation sur les méthodologies et les protocoles d'échantillonnage, de détection et d'identification des OVM; ii) Faciliter l'accès aux infrastructures de détection et d'identification des OVM, y compris aux laboratoires accrédités, aux consommables et matériels de référence certifiés; iii) Créer, renforcer et maintenir des réseaux de laboratoires pour la détection et l'identification des OVM.</p>	<p>[a) Pourcentage des Parties ayant une formation suffisante et adéquate en méthodes et protocoles d'échantillonnage, de détection et d'identification des OVM; a bis) Pourcentage des Parties ayant un personnel qualifié et les technologies pour détecter et identifier les OVM; b) Pourcentage des Parties ayant un accès adéquat à l'infrastructure d'échantillonnage, de détection et d'identification des OVM; c) Pourcentage des Parties étant membres de réseaux de laboratoires de détection et d'identification des OVM.]</p>	<p>En détectant les OVM et en les identifiant, les Parties sont en mesure de faire face aux mouvements transfrontières non intentionnels et illégaux et de mettre en œuvre les exigences de manipulation, de transport, d'emballage et d'identification conformément au Protocole; Le partage d'information et de programmes d'assurance de la qualité dans les réseaux de laboratoires fait la promotion de résultats d'analyse précis, robustes et fiables et de procédures efficaces.</p>	<p>[Autorités nationales / personnel des autorités nationales Milieu universitaire, réseaux de laboratoires ayant l'appui du Secrétariat de la CDB]</p>
--	---	---	---	--	---

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
A.9. Les Parties qui choisissent de le faire tiennent compte des considérations socio-économiques lorsqu'elles prennent des décisions sur l'importation d'OVM et coopèrent en matière de recherche et d'échange d'informations conformément à l'article 26 du Protocole.	<p>1) Renforcement des capacités de prise en compte des considérations socio-économiques conformément à l'article 26;</p> <p>2) Développement de matériel ressource sur les considérations socio-économiques.</p>	<p>i) Dispenser une formation aux autorités nationales compétentes sur la prise en compte des considérations socio-économiques, conformément à l'article 26;</p> <p>ii) Élaborer, si nécessaire, mettre à jour et diffuser des matériels de formation sur les considérations socio-économiques;</p> <p>iii) Partager les expériences et les approches pour la prise en compte des considérations socio-économiques;</p> <p>iv) Établir des collaborations avec des représentants du milieu universitaire ayant une expertise pertinente [et avec les peuples autochtones et les communautés locales[, en gardant à l'esprit les considérations spéciales</p>	<p>[a) Pourcentage d'autorités nationales compétentes au sein des Parties ayant accès à une formation adéquate en prise en compte de facteurs socioéconomiques;</p> <p>b) Nombre de pièces de matériel de formation en prise en considération de facteurs socioéconomiques élaborées, mises à jour et diffusées;</p> <p>c) Pourcentage des Parties qui communiquent leurs expériences et approches pour prendre en compte les facteurs socioéconomiques;</p> <p>d) Pourcentage des Parties ayant établi des collaborations avec le milieu universitaire qui possèdent l'expérience nécessaires en évaluations socioéconomiques.]</p>	<p>Les Parties qui choisissent de le faire tiennent compte des facteurs socioéconomiques conformément à l'article 26 lors de la prise de décisions sur les importations d'OVM.</p>	<p>[Autorités nationales / personnel des autorités nationales</p> <p>Milieu universitaire</p>

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
		de l'article 26 relatives aux peuples autochtones et communautés locales.]]			
A.10. Les Parties au Protocole de Cartagena deviennent Parties au Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation, et ont mis en place des mesures pour s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole additionnel.	<p>1) Soutien aux Parties au Protocole de Cartagena dans la ratification du Protocole additionnel;</p> <p>Pour les Parties au Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur :</p> <p>2) Élaboration de mesures nationales juridiques, administratives et d'autres natures pour la mise en œuvre du Protocole additionnel;</p> <p>3) Élaboration et accès à du matériel ressource, aux expériences et</p>	<p>i) Dispenser une formation en sensibilisation au Protocole additionnel pour soutenir la ratification et la mise en œuvre;</p> <p>Pour les Parties au Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur :</p> <p>ii) Dispenser une formation sur l'analyse des lois, des politiques et des cadres institutionnels afin de déterminer comment ils répondent aux exigences du Protocole additionnel;</p> <p>iii) Dispenser une formation sur l'élaboration ou l'amendement des cadres juridiques et administratifs nationaux pour mettre en œuvre le Protocole additionnel;</p>	<p>[a) Pourcentage des Parties au Protocole de Cartagena ayant ratifié et mis en œuvre le Protocole additionnel;</p> <p>b) Pourcentage des Parties ayant un personnel formé en analyse des lois, politiques et cadres institutionnels en lien avec les exigences du Protocole additionnel;</p> <p>c) Pourcentage des Parties ayant adéquatement formé du personnel en élaboration et en amendement de cadres légaux ou administratifs nationaux pour mettre en œuvre le Protocole additionnel;</p> <p>d) Pourcentage des Parties qui utilisent de matériel ressource pour s'acquitter de leurs responsabilités au titre du Protocole additionnel;</p> <p>e) Pourcentage des autorités compétentes ayant exprimé le besoin de recevoir une</p>	L'augmentation du nombre de ratifications du Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation fait progresser l'élaboration de règles et procédures nationales sur la responsabilité et la réparation pour les dommages résultant d'OVM provenant d'un mouvement transfrontière.	[Autorités nationales / personnel des autorités nationales Secrétariat de la CDB]

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
	aux enseignements tirés de la mise en œuvre du Protocole additionnel; 4) Renforcement des capacités des autorités compétentes des Parties au Protocole additionnel à s'acquitter de leurs fonctions; 5) Développement ou identification de références relatives à l'état de la biodiversité.	iv) Élaborer du matériel ressource pour aider les autorités compétentes à s'acquitter de leurs responsabilités au titre du Protocole additionnel; v) Fournir aux autorités compétentes une formation visant à renforcer les capacités scientifiques et techniques pour évaluer les dommages, établir les liens de causalité et déterminer les mesures d'intervention appropriées; vi) Compiler et partager des informations sur les expériences et les enseignements tirés de la mise en œuvre du Protocole additionnel.	formation adéquate en évaluation des dommages et détermination des réponses appropriées; f) Pourcentage des Parties qui compilent et partagent des informations sur les expériences vécues et les enseignements tirés de la mise en œuvre du Protocole additionnel.]		
	B. Environnement favorable				
B.1. Les Parties s'engagent dans des activités de	1) Auto-évaluation des besoins et des priorités en matière de	i) Réaliser une auto-évaluation des besoins et des priorités en matière de renforcement des capacités;	[a) Pourcentage des Parties ayant réalisé une autoévaluation de leurs capacités;	Les Parties ont les capacités nécessaires à la mise en œuvre du Protocole;	[Autorités nationales, milieu universitaire / personnel des

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
renforcement des capacités.	renforcement des capacités; 2) Fourniture d'un appui pour les activités de renforcement des capacités; 3) Accès aux matériels de renforcement des capacités; 4) Coopération dans les activités de renforcement des capacités.	ii) Fournir un appui technique, financier ou autre pour les activités de renforcement des capacités, y compris celles décrites dans le présent plan d'action pour le renforcement des capacités; iii) Élaborer et diffuser des matériels de renforcement des capacités et les résultats des activités, y compris dans les langues locales; iv) Coopérer aux niveaux national, bilatéral, régional et multilatéral avec les partenaires des secteurs concernés et les parties prenantes pour mener des activités de renforcement des capacités.	b) Pourcentage des Parties qui offrent un soutien technique, financier ou autre pour les activités de renforcement des capacités; c) Pourcentage des Parties ayant développé et diffusé du matériel de renforcement des capacités et des résultats d'activités, notamment dans les langues locales; d) Pourcentage des Parties ayant établi des liens de partenariat nationaux, bilatéraux, régionaux et multilatéraux avec des partenaires de secteurs pertinents et des parties prenantes pertinentes dans l'exécution des activités de renforcement des capacités.]	[Les Parties ont la capacité d'identifier leurs besoins de renforcement des capacités et de reconnaître et mettre en place les mesures nécessaires pour y répondre[, conformément aux articles 22 et 28 du Protocole].]	autorités nationales Secrétariat de la CDB FEM, autres organisations internationales de financement Le Fonds vert]
B.2. Les Parties ont mobilisé des ressources adéquates [de toutes les	1) Mise en place d'un mécanisme national d'allocation budgétaire pour la	i) [Créer des mécanismes pour mobiliser][Sensibiliser au niveau national à la nécessité de] disposer de	[a) Pourcentage des Parties ayant alloué des ressources adéquates de leur budget national à la réalisation des	La pleine mise en œuvre du Protocole est rendue possible	[Autorités nationales/ secteur public et privé, dont les banques, les

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
sources] pour soutenir la mise en œuvre du Protocole [conformément à l'article 28 du Protocole].	prévention des risques biotechnologiques ; 2) Coordination avec les autorités, les organismes de financement et les donateurs au niveau national; 3) Accès à des ressources supplémentaires dans le cadre d'une coopération avec d'autres Parties et donateurs, y compris le secteur privé, et par le biais d'autres programmes de coopération internationale.	ressources adéquates provenant de budgets nationaux pour mener à bien les activités nécessaires à la mise en œuvre du Protocole; ii) Mettre sur pied/renforcer la coordination au niveau national entre les autorités compétentes, les organismes de financement et les autres donateurs; iii) Mettre sur pied/renforcer la coopération entre les Parties donatrices et autres donateurs, les Parties qui sont des pays en développement et les Parties à économie en transition afin d'assurer la pleine mise en œuvre du Protocole.	activités nécessaires à la mise en œuvre du Protocole b) Pourcentage des Parties ayant renforcé une coordination adéquate entre les autorités compétentes, les agences de financement et autres donateurs; c) Pourcentage des Parties ayant renforcé une coopération adéquate entre les Parties donatrices, les autres donateurs, les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition afin de réaliser la mise en œuvre complète du Protocole; d) Pourcentage des Parties ayant contribué des ressources à d'autres Parties afin de renforcer leurs capacités pour la mise en œuvre du Protocole.]	par des ressources adéquates; Des ressources publiques et privées sont mobilisées et offrent un appui régulier et soutenu aux mesures nécessaires[, conformément à l'article 28 du Protocole.]	fonds d'affectation spéciale, les sociétés, les investisseurs et le Fonds pour l'environnement mondial.]
B.3. Les Parties promeuvent et facilitent la sensibilisation,	1) Mise en place de systèmes nationaux pour promouvoir la	i) Élaborer[, si nécessaire] et diffuser des matériels de renforcement des capacités sur la	[a) Pourcentage des Parties ayant élaboré et diffusé du matériel de renforcement des capacités adéquat sur la	Grâce à la sensibilisation, à l'éducation et à la participation du	[Autorités nationales, agences

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
l'éducation et la participation du public sur le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des OVM, conformément à l'article 23 du Protocole.	sensibilisation, l'éducation et la participation du public; 2) Élaboration et diffusion de ressources et de matériels de formation sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public; 3) Éducation sur la prévention des risques biotechnologiques ; 4) Renforcement des mécanismes de participation à la prise de décision; 5) Développement de programmes de sensibilisation du public.	sensibilisation, l'éducation et la participation du public; ii) Développer[, si nécessaire] ou mettre à jour des programmes d'éducation à la prévention des risques biotechnologiques et renforcer les capacités institutionnelles; iii) Intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les programmes éducatifs pertinents; iv) Mettre en place des programmes d'échanges et de bourses universitaires, notamment en biotechnologie moderne et en recherche sur la prévention des risques biotechnologiques; v) Dispenser une formation sur la participation à la prise de décisions, conformément aux lois et	sensibilisation, l'éducation et la participation du public; b) Pourcentage des Parties ayant développé ou actualisé adéquatement les programmes d'éducation en prévention des risques biotechnologiques et renforcé les capacités institutionnelles; c) Pourcentage des Parties ayant intégré adéquatement la prévention des risques biotechnologiques aux programmes éducatifs pertinents; d) Pourcentage des Parties ayant adéquatement mis sur pied des programmes d'échange universitaires et de bourses de recherches; e) Pourcentage des Parties ayant adéquatement dispensé une formation en participation aux décisions, conformément aux lois et réglementations nationales, dont la mise en place de mécanismes pour informer le	public, les Parties veillent à ce que le public soit correctement informé du transfert, de la manipulation et de l'utilisation en toute sécurité des OVM et participe à la prise de décisions sur le transfert, la manipulation et l'utilisation en toute sécurité des OVM.	internationales / le public Secrétariat de la CDB]

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
		<p>réglementations nationales, y compris sur la mise en place de mécanismes pour informer le public sur les modalités de participation;</p> <p>vi) Dispenser une formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation du public à la prévention des risques biotechnologiques;</p> <p>vii) Dispenser une formation sur la communication en matière de prévention des risques biotechnologiques.</p>	<p>public des modalités de participation;</p> <p>f) Pourcentage des Parties ayant adéquatement dispensé une formation en élaboration et mise en œuvre de programmes de sensibilisation à la prévention de risques biotechnologiques;</p> <p>g) Pourcentage des Parties ayant adéquatement dispensé une formation en communications sur la prévention des risques biotechnologiques.]</p>		
B.4. Les Parties renforcent la coopération et la coordination sur les questions de prévention des risques biotechnologiq	<p>1) Coopération entre les Parties et au sein des Parties;</p> <p>2) Participation des peuples autochtones et des communautés locales ainsi que</p>	<p>i) Organiser des activités pour faciliter la coopération technique et scientifique, le transfert de technologie, ainsi que le partage d'informations aux niveaux bilatéral, infrarégional et régional, [dont le partage</p>	<p>[a) Pourcentage des Parties ayant organisé des activités adéquates pour faciliter la coopération technique et scientifique et le partage d'informations aux niveaux bilatéral, infrarégional et régional;</p>	<p>Grâce à la coopération aux niveaux national, régional et international et à la participation des parties prenantes, la mise en œuvre du Protocole par</p>	<p>[Parties, autorités nationales, peuples autochtones, communautés locales, autres parties</p>

Action Plan pour le renforcement des capacités					
Buts	Domaines clés pour le renforcement des capacités	Activités de renforcement des capacités	Indicateurs	Résultats	[Acteurs]
ues aux niveaux national, régional et international.	des parties prenantes des secteurs concernés; 3) Intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans la législation, les politiques et les plans sectoriels et intersectoriels.	d'expériences en prévention des risques biotechnologiques et afin de promouvoir le transfert de technologie et l'accès à la technologie, notamment dans les pays en développement]; ii) Organiser des activités conjointes faisant participer les peuples autochtones et les communautés locales ainsi que les parties prenantes concernées dans différents secteurs.	b) Pourcentage des Parties ayant organisé des activités conjointes adéquates auxquelles ont participé les peuples autochtones et les communautés locales et des parties prenantes pertinentes de différents secteurs.]	les Parties est plus efficace; Sensibilisation accrue à l'importance de la prévention des risques biotechnologiques à l'échelle du gouvernement et chez les parties prenantes concernées	prenantes/ le public.]